



Des «villages incubateurs» et un «emploi de base universel» pour les réfugiés?

[Johannes Cornelis van Nieuwkerk](#), Refival

Empêcher l'arrivée des réfugiés semble être la tendance actuelle de la politique européenne en matière d'immigration et beaucoup de dirigeants européens célèbrent la récente baisse du nombre de nouveaux arrivants comme une victoire. Au cours du premier semestre 2018, le nombre de réfugiés et de migrants arrivant en Europe par voie maritime a en effet chuté de plus de [50%](#) par rapport à 2017. En outre, à compter du mois d'août 2018, le droit au regroupement familial pour les titulaires d'un statut de protection en Allemagne sera limité à [1 000](#) personnes par mois, ce qui signifie que les membres d'une même famille devront en moyenne, estime-t-on, attendre entre [2.5](#) et [12.5](#) ans avant de pouvoir vivre à nouveau tous ensemble.

Alors que l'Europe se flatte d'être une société ouverte et que le nombre de réfugiés dans le monde est toujours aussi élevé, la situation actuelle est, d'un point de vue moral et humanitaire, à la fois honteuse et catastrophique pour les migrants en quête d'asile. Il faut absolument faire quelque chose mais sans éluder toutefois un certain nombre de questions.

La réalité politique est que, dans le système actuel, on ne peut pas obliger un État membre à accepter des réfugiés ni forcer un réfugié à s'installer dans un pays où il ne veut pas rester. D'où une répartition très inégale des réfugiés au sein de l'UE, la «charge» de l'accueil incombant de fait presque entièrement aux pays de destination qui sont riches, où tout migrant veut résider, ainsi qu'aux quelques pays d'entrée comme l'Italie, la Grèce et l'Espagne où les réfugiés se retrouvent souvent coincés, dans des conditions de vie parfois [inacceptables](#).

La plupart des réfugiés n'ayant souvent pas les [compétences nécessaires](#) pour intégrer immédiatement le marché de l'emploi européen, ils resteront en moyenne [5 ans](#) au chômage après leur arrivée en Europe et dépendront entièrement des prestations sociales. Et ce n'est pas dû à un manque de volonté de travailler. Beaucoup de réfugiés se sont fortement endettés pour payer leurs passeurs et, jusqu'à leur regroupement, leurs proches restés dans le pays d'origine dépendent souvent beaucoup de leurs envois de fonds. La plupart des réfugiés en Europe sont donc très motivés pour chercher un emploi et toucher un revenu.

Étant donné les [grandes disparités](#) du niveau général des salaires entre les États membres, il est logique que presque tous les réfugiés cherchent à s'installer dans les pays de l'Union les plus prospères, qui offrent des possibilités de revenu élevé. Or ces pays sont aussi généralement ceux qui ont les systèmes de protection sociale les plus développés et les plus généreux. Cette situation entraîne **deux effets indésirables**:

1) il faut savoir que la libre circulation des citoyens à l'intérieur de l'Union européenne n'est pas aussi libre qu'on ne le croit: même si un citoyen de l'UE est autorisé à travailler dans n'importe quel État membre de l'Union, il n'a en pratique droit dans un premier temps qu'aux prestations de chômage et d'aide sociale de son pays d'origine. Ce qui signifie que s'il ne trouve pas tout de suite un emploi et un logement dans le pays où il a choisi de s'installer et que s'il n'a pas d'autres sources de revenus, il ne pourra pas résider dans ce pays. Les niveaux de protection sociale [différent](#) considérablement d'un État membre à l'autre, c'est une façon pour le pays offrant des prestations élevées d'éviter les «resquilleurs» en provenance de pays de l'UE moins favorisés. De leur côté, malgré leur manque de compétences pour entrer sur le marché du travail, les réfugiés ont dans la pratique le droit de vivre, de travailler et de s'intégrer dans le «pays prospère de leur choix». Ils apparaissent donc souvent comme **privilegiés par rapport aux citoyens européens de souche**.

2) d'un point de vue macro-européen et en raison du niveau de vie élevé des pays de destination que les réfugiés ont tendance à choisir, **les coûts d'intégration d'un réfugié sont souvent maximisés au lieu d'être minimisés**.

Face à ces deux problématiques, Refival propose de mettre en œuvre deux concepts. La première solution serait de créer des «[villages incubateurs](#)» dans les zones rurales d'Europe où la vie est moins chère. En utilisant une approche de type «[Inclusion Sourcing](#)» basée sur Internet, les réfugiés pourraient se préparer et se connecter au marché du travail européen (ou au futur marché du travail dans leur pays d'origine). La deuxième solution serait de remplacer les prestations sociales aux réfugiés par un «[emploi de base universel](#)» (EBU) afin d'optimiser leur contribution à leur société d'accueil et d'accélérer leur intégration. Mettre en œuvre ces deux formules permettrait d'instaurer une solidarité entre les réfugiés et leurs hôtes.

Par rapport aux villes, les zones rurales sont généralement financièrement plus abordables et disposent de beaucoup d'espace. La mécanisation de l'agriculture et le manque de possibilités d'emplois non agricoles ont entraîné au fil du temps un exode des jeunes et un [vieillessement](#) de la population restée au pays. Mais grâce aux outils collaboratifs dont on dispose aujourd'hui et au nombre [croissant](#) d'emplois exerçables sur Internet, la possibilité de revitaliser structurellement les zones rurales à travers le travail à distance est maintenant bien réelle.

Les zones rurales offrent donc la possibilité d'allouer différemment les fonds de l'aide sociale aux réfugiés. Plus précisément, en proposant aux réfugiés une réinstallation volontaire à la campagne, le différentiel entre le coût de la vie en milieu urbain et en milieu rural peut être investi dans des programmes d'éducation, d'[apprentissage à distance](#) et d'autres types de développement des compétences. En outre, la campagne offre des conditions de vie et de regroupement familial de meilleure qualité (plus d'espace, logement plus abordable, moins de stress...), ce qui peut fortement augmenter le bien-être des réfugiés. De plus, l'absence de groupes importants de compatriotes empêche les réfugiés de verser dans le communautarisme et le repli sur soi; le village favorise une [relation plus directe](#) avec la culture européenne locale, ce qui peut accélérer l'intégration des réfugiés.

Refival estime qu'actuellement [80%](#) des réfugiés en Europe résident dans des zones urbaines où le coût de la vie est élevé. Beaucoup de réfugiés font l'hypothèse qu'intégrer un réseau de compatriotes leur donnera un accès plus rapide à l'emploi, mais les statistiques montrent malheureusement que c'est souvent le contraire: on constate des niveaux très élevés de [dépendance à l'aide sociale](#) là où les réfugiés tendent à se regrouper. En fonction des zones rurales et des pays de l'UE choisis pour créer des [villages incubateurs](#), il est possible de réaliser d'importantes économies du fait des différences de coût entre les modes de vie urbain et rural et

de la situation géographique. Refival estime donc que la mise en œuvre de son approche serait beaucoup plus rentable que celle actuellement appliquée, et qu'elle accélérerait considérablement l'intégration des réfugiés et leur accès au marché du travail. C'est une stratégie gagnant-gagnant.

Idéalement, le financement de ces villages incubateurs envisagés pour les réfugiés devrait être une responsabilité européenne commune. Cela permettrait de partager le fardeau financier de l'intégration des réfugiés (ou du coût de la préparation de leur retour) de manière beaucoup plus égale entre les Etats membres. En même temps, on financerait la revitalisation des campagnes européennes où l'économie est plus faible. Outre la réaffectation des fonds et l'installation des réfugiés, il importe d'adopter une approche structurelle pour délocaliser vers les zones rurales les compétences en développant l'éducation et les emplois basés sur l'Internet. C'est précisément ce que Refival cherche à atteindre avec sa proposition d'[Inclusion Sourcing](#) pour laquelle elle souhaiterait l'implication du secteur privé.

Selon Refival et indépendamment du processus d'incubation présenté ci-dessus, vivre des allocations sociales n'est probablement pas le meilleur moyen de favoriser une acceptation réciproque entre «eux» (les réfugiés) et «nous» (les populations locales). L'intégration devrait être fondée sur la compréhension mutuelle et sur une participation sociale des réfugiés dans leur territoire d'accueil. La dépendance à l'égard de l'aide sociale peut rapidement induire un sentiment d'inégalité, avec les administrations prestataires d'un côté et les bénéficiaires de l'autre. Réduire ce déséquilibre n'est d'ailleurs pas seulement important pour la problématique des réfugiés: dans un avenir proche, n'importe qui pourra être confronté à une situation très similaire en devenant chômeur à cause de la [robotisation](#) de la 4ème révolution industrielle.

Pour résoudre ce problème, Refival propose de mettre en œuvre un «[emploi de base universel](#)» (EBU), cadre conceptuel qui remplacerait les prestations sociales (ou, lorsqu'il existe, le revenu de base universel) par un salaire minimum garanti.

Le principe de l'EBU est de [redéfinir](#) la notion de «travail». Au lieu d'utiliser étroitement ce terme pour désigner un emploi rémunéré, Refival croit que toute contribution positive à la société est et devrait être considérée comme précieuse et mériter salaire. Avec l'EBU, la rétribution peut se justifier indépendamment du fait que la tâche exécutée soit classée comme «emploi rémunéré». Il peut s'agir de bénévolat, de soins aux enfants ou aux personnes âgées, d'éducation et bien d'autres choses encore. Dans le cas des villages incubateurs, Refival est convaincu que verser un salaire minimum aux réfugiés ferait d'eux des acteurs et accélérerait considérablement leur intégration ainsi que leur connexion au marché du travail et à la population du lieu où ils vivent. En étant correctement connectés, ils pourraient alors continuer à évoluer davantage vers le haut, atteindre des niveaux de revenu plus élevés et devenir des contribuables comme tout le monde.

L'EBU ne doit pas être confondu avec les dispositifs d'insertion tels qu'ils sont imposés aux chômeurs dans [certains pays](#). Le concept de Refival est de fournir un salaire minimum universel garanti en échange d'une (des) contribution(s) librement choisie(s) au bien-être de la société et de ses membres. Au lieu de simplement fournir un revenu - comme c'est le cas avec le revenu de base universel (RBU) - la tâche de la société serait, de l'avis de Refival, de définir et de proposer une gamme suffisamment large et optimisée de formes d'engagement possibles (par exemple, conjuguer travail normal, bénévolat et tâches de développement des compétences). Ainsi, le sentiment de contribuer et d'appartenir à une collectivité serait rétabli; les gens pourraient participer librement à l'avenir socioéconomique de leur milieu de vie, tout en maximisant leur «satisfaction de faire quelque chose» et leur épanouissement personnel.

Dans les villages incubateurs proposés par Refival, les réfugiés **seraient traités sur un pied d'égalité avec les citoyens européens** en ce qui concerne leur liberté de mouvement. Dès qu'ils pourront trouver un emploi et un logement ailleurs et qu'ils ne dépendront plus des prestations sociales, ils seront totalement libres de se réinstaller dans n'importe quel pays de l'Union européenne. D'ici là, la campagne devrait être suffisamment redynamisée pour pouvoir combler les postes ouverts qu'ils quittent, soit avec d'autres réfugiés, soit avec des gens du cru. On peut aussi s'attendre à ce que tous ceux qui ont acquis des compétences et se sont intégrés ne quittent pas les zones rurales pour des emplois urbains. Si la qualité de vie à la campagne se révèle être une [expérience positive](#), beaucoup voudront probablement rester et travailler à partir des zones rurales. Ainsi, les campagnes pourraient être revitalisées structurellement.

La réussite de la proposition de Refival passe par la coopération entre les familles de réfugiés, la population du territoire rural d'accueil, les établissements d'enseignement et les employeurs du secteur privé et/ou public. Idéalement, ce partenariat devrait être financé par un programme européen d'assistance aux réfugiés auquel tous les États membres de l'UE contribueraient. De cette manière, le soutien aux réfugiés et à leur intégration éventuelle serait géré humainement et les synergies disponibles avec les intérêts européens seraient pleinement exploitées. Le fameux «[Wir schaffen das!](#)» d'Angela Merkel deviendrait une réussite et non plus un motif de crainte.

Refival croit fermement que l'Inclusion Sourcing et l'emploi de base universel peuvent favoriser un retour à la solidarité et accroître la [compassion](#), avec pour résultat la (re)construction de territoires locaux résilients. Mais un tel changement ne peut être accompli que par la participation de toutes les parties prenantes et optimisé par la mise en œuvre de projets pilotes d'ingénierie sociale.

Malgré les réactions positives et le grand intérêt manifesté pour la formule, Refival, [initiative portée et financée depuis trois ans par un seul homme](#), qui plus est dans le climat politique actuel de l'Europe, n'a jusqu'à présent pas réussi à réunir les participants qui permettraient de lancer un tel projet pilote.

Je lance donc un appel à toute personne ou organisation qui souhaiterait me rejoindre pour mettre en œuvre cette proposition.

Article original: <https://www.linkedin.com/pulse/world-refugee-day-incubator-villages-universal-basic-van-nieuwkerk/>

En savoir plus:

www.refival.org

www.docs.refival.org